

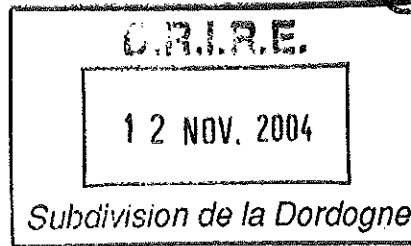


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

DIRECTION
DE LA COORDINATION
INTERMINISTÉRIELLE

MISSION ENVIRONNEMENT
ET AGRICULTURE



N° : 041621

DATE : 20 OCT. 2004

LE PREFET DE LA DORDOGNE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code minier ;
- VU le code de l'environnement et notamment son livre V, titre 1^{er} ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18 ;
- VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, les décrets n° 80-331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;
- VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1997 autorisant la S.N.C. Charges Minérales du Périgord domiciliée Chemin de Halage, 60340 Villiers sous St Lieu à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Ste Croix de Mareuil aux lieux-dits « La Pinassière, Forêt des Plaines » ;

- VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 1999 fixant le montant des garanties financières ;
- VU le courrier en date du 9 juillet 2004 par lequel la S.N.C. Charges Minérales du Périgord renonce au travail de nuit ;
- VU l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 6 septembre 2004 ;
- VU l'avis émis par la commission départementale des carrières dans sa réunion du **24 SEP. 2004**
- VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant notamment, la présence de clôtures, de panneaux et d'une bande non exploitable de 10 mètres en bordure du périmètre autorisé, la présence d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins sont de nature à assurer la prévention et la maîtrise des risques et des dangers ;

CONSIDERANT que la récupération des eaux de ruissellement et leur traitement éviteront le rejet dans le milieu naturel d'eau éventuellement polluée ;

CONSIDERANT que la suppression du travail de nuit est de nature à supprimer les nuisances sonores ;

CONSIDERANT que les mesures de bruit, de vibrations et de retombées de poussières imposées à l'exploitant permettront de s'assurer du respect de ses obligations afin de protéger l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et notamment la limitation de la profondeur et de la superficie en cours d'exploitation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La S.N.C. Charges Minérales du Périgord domiciliée Chemin de Halage, 60340 Villiers sous St Lieu est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Ste Croix de Mareuil aux lieux-dits « La Pinassière, Forêt des Plaines » aux conditions du présent arrêté.

Cette activité est visée par la rubrique suivante de la nomenclature des installations-classées :

| Désignation de l'activité | Capacité | N° de rubrique | Régime |
|---------------------------|---|----------------|--------------|
| Exploitation de carrière | Production moyenne : 100 000 t/an Production maximale : 150 000 t/an | 2510.1 | Autorisation |

Article 2 :

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, ainsi qu'un plan de phasage des travaux et un plan de remise en état du site, l'autorisation porte sur les parcelles cadastrées dans la section C1 sous les n° 1 (partie), 109 (partie).

La surface globale approximative s'élève à 28 ha 68 a 69 ca.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 6 900 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 150 000 tonnes, le tonnage moyen de 100 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 27 juin 2019. Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 3 :

L'autorisation délivrée vaut, pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

Article 4 :

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du code minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**Article 5 :**

5.1. L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.

5.2. Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant, en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.3. Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Des bornes de nivellement doivent être mises en place en des points choisis de façon qu'elles puissent rester en place jusqu'à la fin de l'autorisation.

5.4. Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

5.5. En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée au 27 septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002 avertir monsieur le conservateur régional de l'archéologie d'Aquitaine (54, rue Magendie - 33074 Bordeaux Cedex Tél. 05-57-95-02-33) afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

Article 6 :

L'exploitant doit adresser à monsieur le préfet le document attestant la constitution des garanties financières conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998.

L'exploitant doit indiquer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, conformément aux dispositions du règlement général des industries extractives, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, le nom de l'organisme extérieur de prévention choisi ainsi que celui chargé des mesures d'empoussiérage.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION**Article 7 :**

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichage ne doit pas avoir lieu pendant la période de nidification des oiseaux.

Article 8 :

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 9 : méthode d'exploitation :

La puissance exploitée ne doit pas dépasser 20 mètres.

La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale NGF 130.

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 5 phases comme décrit dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitation doit se dérouler par paliers de 10 mètres de haut maximum séparés par des banquettes avec utilisation d'explosifs pour l'abattage avec une charge maximale de 2 000 kg par tir et utilisation de micro retards. La fréquence des tirs peut être de 3 par semaine par campagnes de 3 semaines et 6 campagnes par an. En complément, l'exploitation se fait à l'aide de machines d'abattage ponctuel

Les matériaux abattus sont chargés à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'une chargeuse sur pneus sur des engins de transport qui l'achemine vers une installation de broyage située hors de l'emprise de la carrière.

L'exploitation des bancs inférieurs peut se faire à l'aide d'une haveuse.

La largeur de la banquette aménagée au pied de chaque gradin doit être fixée par l'exploitant en fonction des résultats de la détermination et l'évaluation des risques en prenant notamment en compte la stabilité des fronts, les risques de chutes de blocs à partir du gradin supérieur et de chutes des engins sur le gradin inférieur durant toutes les phases de l'exploitation de la carrière. Elle doit être au moins de 10 mètres pendant la durée d'exploitation.

SECURITE DU PUBLIC

Article 10 :

10.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

10.2. L'accès des zones d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

10.3. Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

Article 11 :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

Article 12 :

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs,
- les zones de remise en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 13 :

13.1. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

13.2. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière.

13.3. Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

Le lavage, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sur pneus sont réalisés sur une aire étanche située à l'usine de broyage permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire doit être reliée à un bac décanteur déshuileur.

Le ravitaillement des engin sur chenilles se fait par camion porteur avec pistolet de sécurité et tapis absorbant à disposition.

Des produits absorbants doivent être disponibles en permanence en tous points où cela s'avère nécessaire.

13.4. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

13.5. Rejet des eaux :

13.5.1. Les eaux de ruissellement doivent être canalisées vers un bassin de décantation avant leur rejet dans le milieu naturel.

13.5.2. Les eaux vannes des sanitaires et les eaux des cantines doivent être traitées selon les règlements locaux en vigueur.

13.6. Normes de rejet :

13.6.1. Les eaux de ruissellement rejetées éventuellement dans le milieu naturel depuis le bassin de décantation doivent respecter les valeurs suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- M.E.S. < 35 mg/l ;
- D.C.O. < 125 mg/l ;
- Hydrocarbures < 10 mg/l.

13.7. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits. Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc ...) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) ; les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc ...) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères ; les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

Les déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant doit ouvrir un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition, le code nomenclature, la quantité,
- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la date de l'enlèvement,
- la destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution et de l'élimination des déchets doivent être annexés au registre prévu ci-dessus et conservés pendant 3 ans. Ils doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

13.8. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

En particulier :

- les pistes doivent être arrosées aussi fréquemment que nécessaire,
- la foreuse doit être équipée d'un système de dépoussiérage.

Conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 22 septembre 1994, l'exploitant met en place un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement.

La mesure de retombées par la méthode des « plaquettes de dépôt » doit être conforme à la norme NF X 43.007.

Les plaquettes doivent être au nombre de deux et doivent être implantées en des points figurant dans le plan joint en annexe du présent arrêté.

Deux mesures doivent être effectuées entre les mois de mai à octobre.

Les résultats des mesures doivent être transmis immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

13.9. L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Un merlon doit être mis en place sur tous les secteurs où cela s'avère nécessaire.

13.9.1. Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de zone autorisée sont les suivants :

| Points de mesure | Position | Niveaux limite en dB(A) Période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés |
|-------------------------|---|--|
| 2 | A proximité de l'habitation Péricaud | 55 |

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés |
|---|--|
| Supérieure à 35 dB(A) et inférieure ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) |
| Supérieure à 45 dB(A) | 5 dB(A) |

L'exploitation doit se dérouler du lundi au vendredi entre 7 heures et 22 heures. Exceptionnellement des travaux d'exploitation et d'entretien peuvent avoir lieu le samedi.

Le travail les dimanches et les jours fériés n'est pas autorisé.

En chacun des points de contrôle, l'appréciation des effets du bruit perçus dans l'environnement doit être faite par comparaison du niveau de réception par rapport au niveau limite défini ci-dessus ou au niveau initial déterminé dans les formes prévues au paragraphe 2.3. de l'arrêté du 20 août 1985.

13.9.2. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

13.9.3. Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté et ensuite tous les trois ans. Les points de mesure sont ceux figurant dans le plan joint en annexe du présent arrêté.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

13.9.4. Un dossier spécifique à chaque tir est créé. Il est numéroté et archivé sur le site de la carrière et tenu à la disposition de la DRIRE. Doivent figurer au minimum dans ce dossier :

- la position du tir dans la carrière,
- le plan de tir spécifique au tir,
- le rapport de foration,
- le rapport de minage,
- les résultats des mesures de vibrations et de niveau de pression acoustique de crête si les mesures ont eu lieu lors du tir.

Les opérations de foration sont effectuées à l'aide de matériels permettant de limiter au maximum les déviations.

Un rapport de foration est systématiquement établi par le foreur et transmis au mineur. Toute anomalie survenue lors de la foration est consignée dans ce rapport et signalée au directeur technique dans les plus brefs délais.

Le mineur doit établir un rapport de minage relatif au chargement des explosifs. Dans ce rapport sont consignés tous les renseignements concernant les natures et quantités d'explosifs utilisées, les écarts par rapport au plan de tir initial, les modifications éventuelles apportées, etc...

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (habitées ou affectées à une activité humaine et les monuments), des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Les dépassements feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par le responsable des tirs et l'exploitant pour en déterminer la cause. Leur rapport sera joint au dossier du tir.

L'exploitant doit produire avant le 31 mars de chaque année, un rapport analysant l'ampleur et l'incidence des vibrations ressenties aux abords du site de la carrière. Ce rapport doit être transmis à l'inspecteur des installations classées.

Quatre fois par an, sur les points mentionnés sur le plan joint en annexe du présent arrêté, l'exploitant doit faire effectuer une mesure de vibrations et de pression acoustique de crête. Les résultats doivent être communiqués immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ainsi que les règles techniques qui y sont annexées sont applicables.

Toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire, telle que définie dans la circulaire du 23 juillet 1986 doit être effectuée par un organisme agréé.

13.10. Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées, pour les besoins de son exploitation, en parfait état de propreté.

REMISE EN ETAT

Article 14 :

14.1. La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

La remise en état consiste pour :

Les fronts de taille :

- talutage des fronts à 70° et écrêtage pour une partie avec création d'un talus résiduel à 45° ;
- plantation d'arbustes sur la banquette intermédiaire ainsi que sur les stériles en pied de front.

Le carreau :

- ripage sur une profondeur de 5 à 10 cm sur certaines parties ;
- régale des stériles sur d'autres parties.

Les merlons :

- plantation à l'aide d'espèces d'essences locale.

14.2. A la fin de la troisième phase, l'exploitant doit adresser au préfet un mémoire sur l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

14.3. La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (ou six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation).

L'exploitant doit adresser au préfet un dossier comprenant :

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement ;
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état ;
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total ;
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

Article 15 :

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L.516.6 de la loi du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

15.1. Compte tenu du phasage d'exploitation et du réaménagement tel que défini aux articles 9 et 14 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal calculé par période quinquennale nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

- **première période d'exploitation et réaménagement (de la date de publication du présent arrêté au 13 juin 2009) : 185 504 euros ;**
- **deuxième période d'exploitation et réaménagement (du 14 juin 2009 au 13 juin 2014) : 201 095 euros ;**
- **troisième période d'exploitation et réaménagement (du 14 juin 2014 au 27 juin 2019) : 205 744 euros .**

Le document attestant la constitution des garanties financières doit indiquer, dans son article 2, que le montant maximum du cautionnement est de **185 504 euros**.

15.2. En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

15.3. Une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

15.4. Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières, telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties, pour une nouvelle période.

15.5. Le montant des garanties financières fixé à l'article 15.1 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice correspondant au dernier indice TP 01 connu à la date de signature du présent arrêté soit celui du mois de mars 2004.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 15.1 ci-dessus,
- augmentation de cet indice supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte, dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou, est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 15.4. Dans ce cas, l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 15.9 ci-dessous.

15.6. Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 15.1 ci-dessus et, lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 15.1, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

15.7 Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant de garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

15.8. Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L.514.1 du code de l'environnement a été exécutoire,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

15.9. L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiales ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 15.4 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1.I.3 du code de l'environnement.

15.10. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état, constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L.514.11 du code de l'environnement.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 :

16.1. Prévention des risques :

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

L'établissement doit être pourvu de moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques.

Ces moyens et les modes d'intervention doivent être déterminés en accord avec l'inspecteur des installations classées et les services départementaux d'incendie et de secours.

Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.

Les résultats de ces contrôles doivent être consignés sur un registre.

Un règlement général de sécurité fixant le comportement à observer dans l'établissement et traitant, en particulier, des conditions de circulation à l'intérieur de l'établissement, des précautions à observer en ce qui concerne les feux nus, le port du matériel de protection individuelle et de la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident doit être remis à tous les membres du personnel ainsi qu'aux personnes admises à travailler dans l'établissement.

Il doit être affiché ostensiblement à l'intérieur de l'établissement.

Des consignes générales de sécurité visant à assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, à prévenir les accidents et à en limiter les conséquences sont tenues à la disposition du personnel intéressé dans les emplacements concernés.

Elles doivent spécifier les principes généraux de sécurité à suivre concernant :

- les modes opératoires,
- le matériel de protection collectif ou individuel et son utilisation,
- les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie.

Elles doivent énumérer les opérations ou manœuvres qui ne peuvent être exécutées qu'avec une autorisation spéciale.

Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'au moins une fois par an à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours.

Les dates et les thèmes de ces exercices ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu doivent être consignés sur un registre.

16.2. Installations électriques :

Les installations doivent être réalisées selon les règles de l'art. Elles doivent être maintenues en bon état. Elles doivent être périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables aux installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître.

16.3. Appareils à pression :

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié sur les appareils à vapeur et du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

16.4. Incidents et accidents :

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre.

L'exploitant doit déclarer, sans délai, à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1. du Code de l'Environnement.

Tous les ans, l'exploitant doit adresser à l'inspecteur des installations classées un rapport reprenant et commentant, si nécessaire, les indications portées sur le registre spécial en application des conditions ci-dessus.

Article 17 :

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 18 :

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de trois ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 19 :

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du code minier (article 28, 41 et 42 de la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 susvisée).

Article 20 : délai et voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à dater de sa notification ;
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation.

Article 21 :

Le présent arrêté sera notifié à la S.N.C. Charges Minérales du Périgord.

Une copie sera déposée à la mairie de Ste Croix de Mareuil et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie de Ste Croix de Mareuil pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 22 :

M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne,
M. le maire de la commune de Ste Croix de Mareuil,
M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Aquitaine à Bordeaux,
M. l'inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **20 OCT. 2004**

Le préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général

FRANÇOIS BENET-CHAMPELLAN

ANNEXES A L'ARRETE

N°

C 41621

DU 20 OCT. 2004

ANNEXE I : PLANS

Plan d'ensemble

Plan de phasage

LA ROCHEBEAUCOURT

(SECTION C-2)
LA PINASSIERE

(SECTION C-2)
LA FORET DES PLAINES



Echelle=1/2500

LIMITE GISEMENT

353750

353500

DE

623

622

16

15

14

7

6

5

3

4

2

1

13

8

9

PIED DE TALUS

005674

35

ZONE D'INFRASTRUCTURE

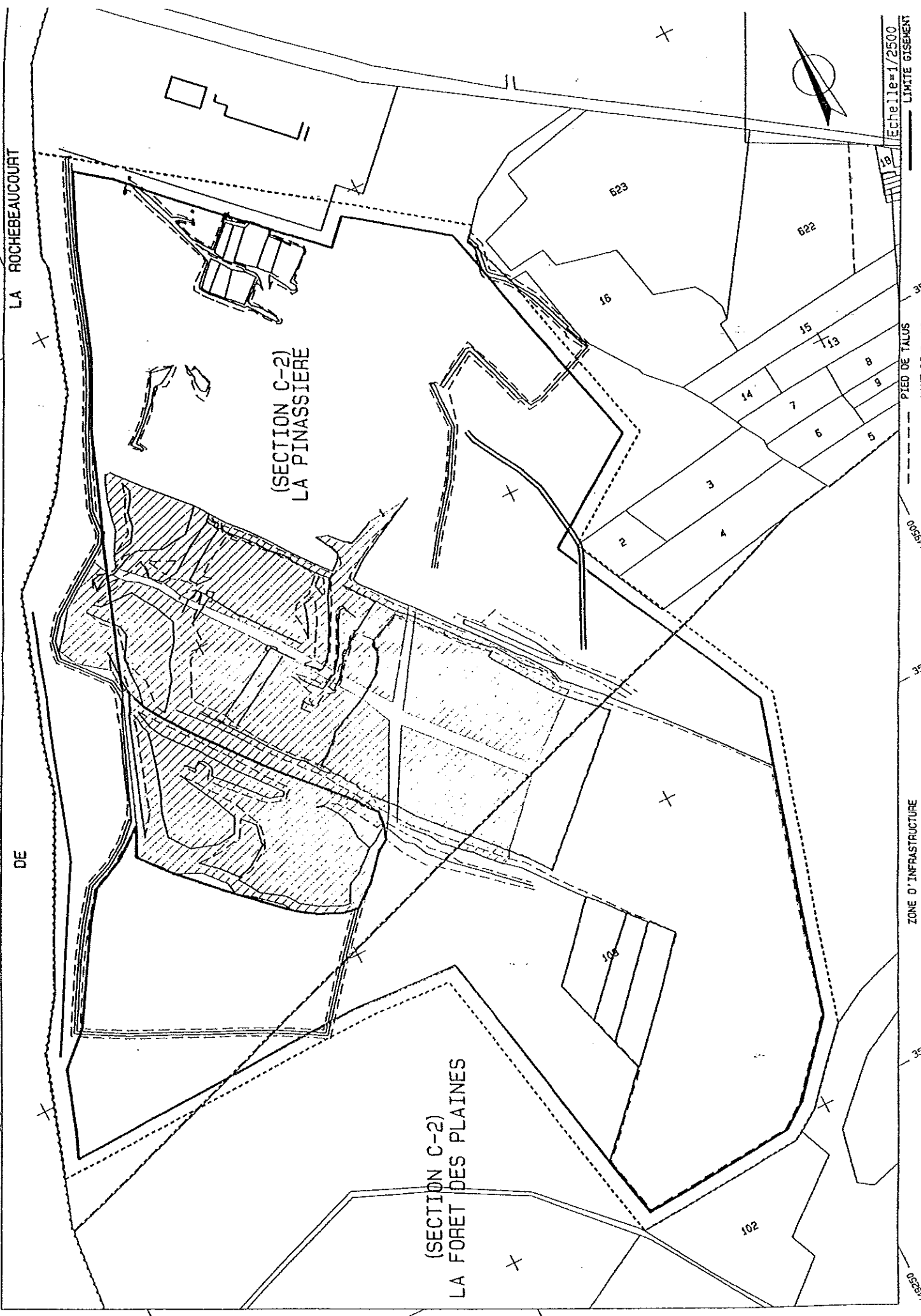
352

052674

443674

353000

443900



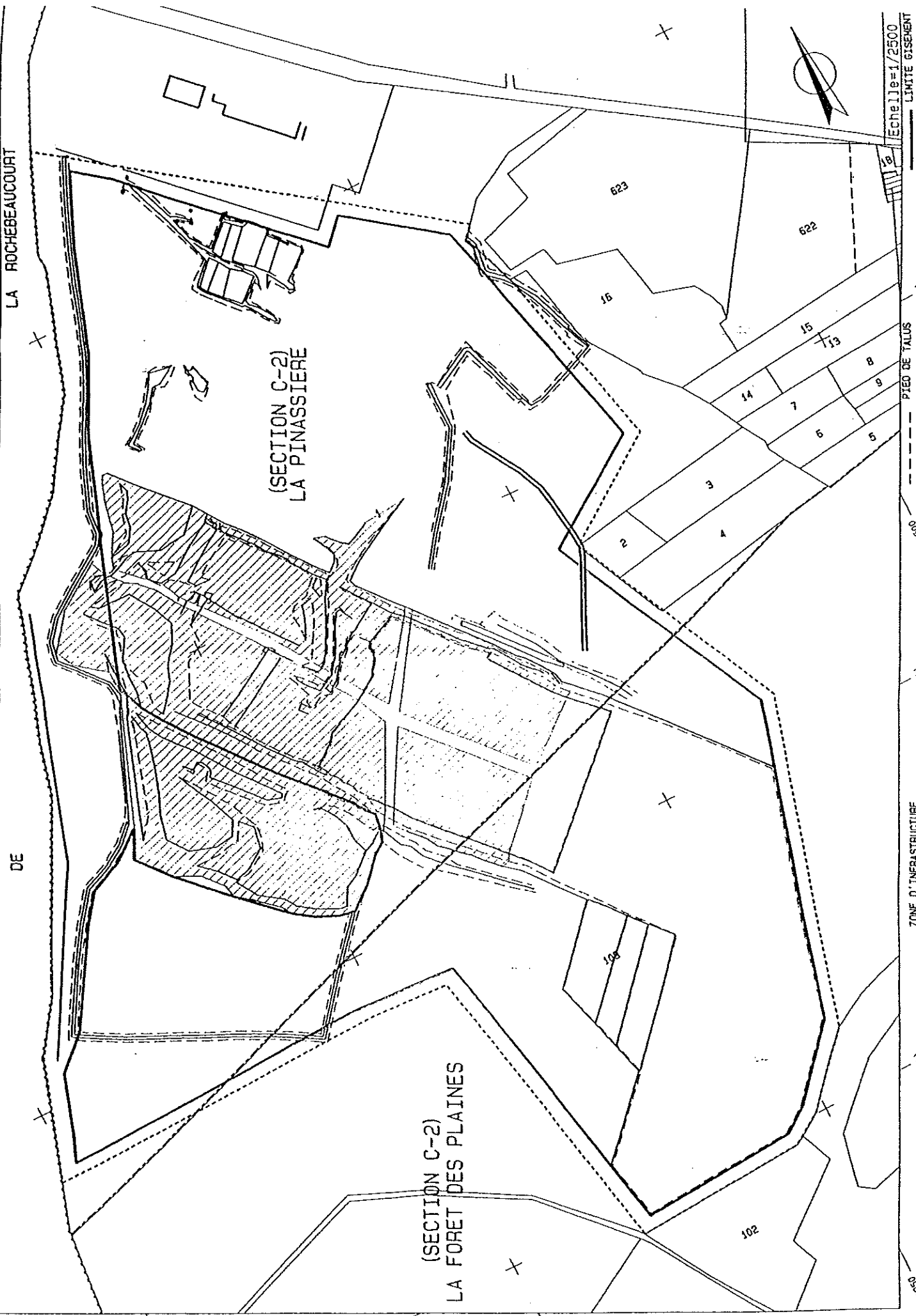
COMMUNE DE ORSAY
Societe C. M. P.
SITUATION PROJETEE 2009

LA ROCHEBEAUCOURT

(SECTION C-2)
LA PINASSIERE

(SECTION C-2)
LA FORET DES PLAINES

DE



Echelle=1/2500
LIMITE GISEMENT

ZONE D'INFRASTRUCTURE

PIED DE TALUS

353750
00694

353500

054874

353000

44900

00694

35

35

00694

Societe C. M. P.
SITUATION PROJETEE 2014

353750
006574
LA ROCHEBEAUCOURT

33500
DE

(SECTION C-2)
LA PINASSIERE

(SECTION C-2)
LA FORET DES PLAINES

623

622

15

15

14

7

6

5

8

9

2

4

109

102



Echelle=1/2500
LIMITE GISEMENT

PIED DE TALUS
HAUT DE TALUS

006574

35300

ZONE D'INFRASTRUCTURE

35300

006574

006574

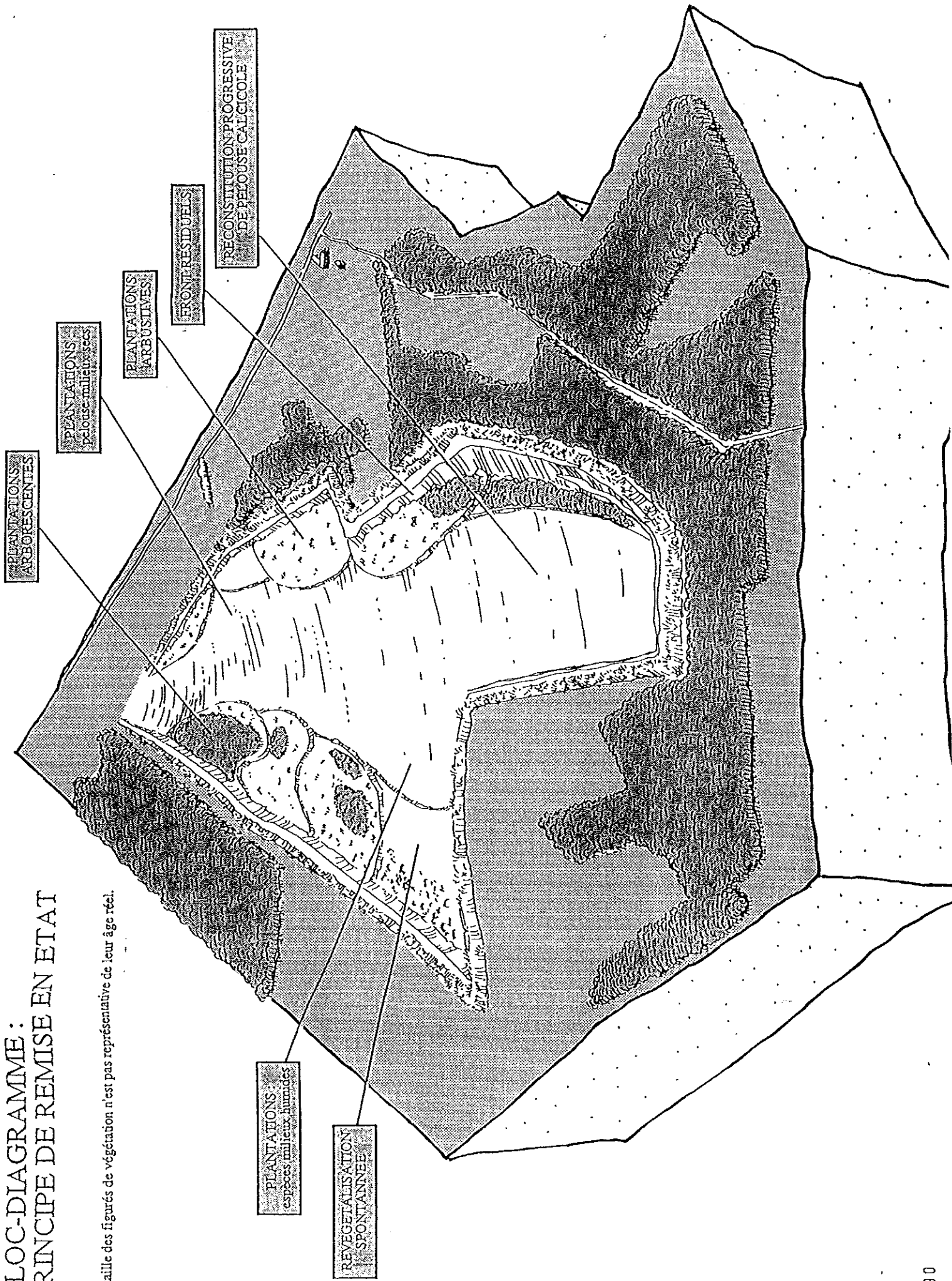
353000

006574




ANNEXE II : PLAN DE REMISE EN ETAT

BLOC-DIAGRAMME : PRINCIPE DE REMISE EN ETAT

La taille des figurés de végétation n'est pas représentative de leur âge réel.



ANNEXE III : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURE ET DE CONTROLE

-  - mesures de bruit,
-  - mesures de retombées de poussières,
-  - mesures de vibrations.

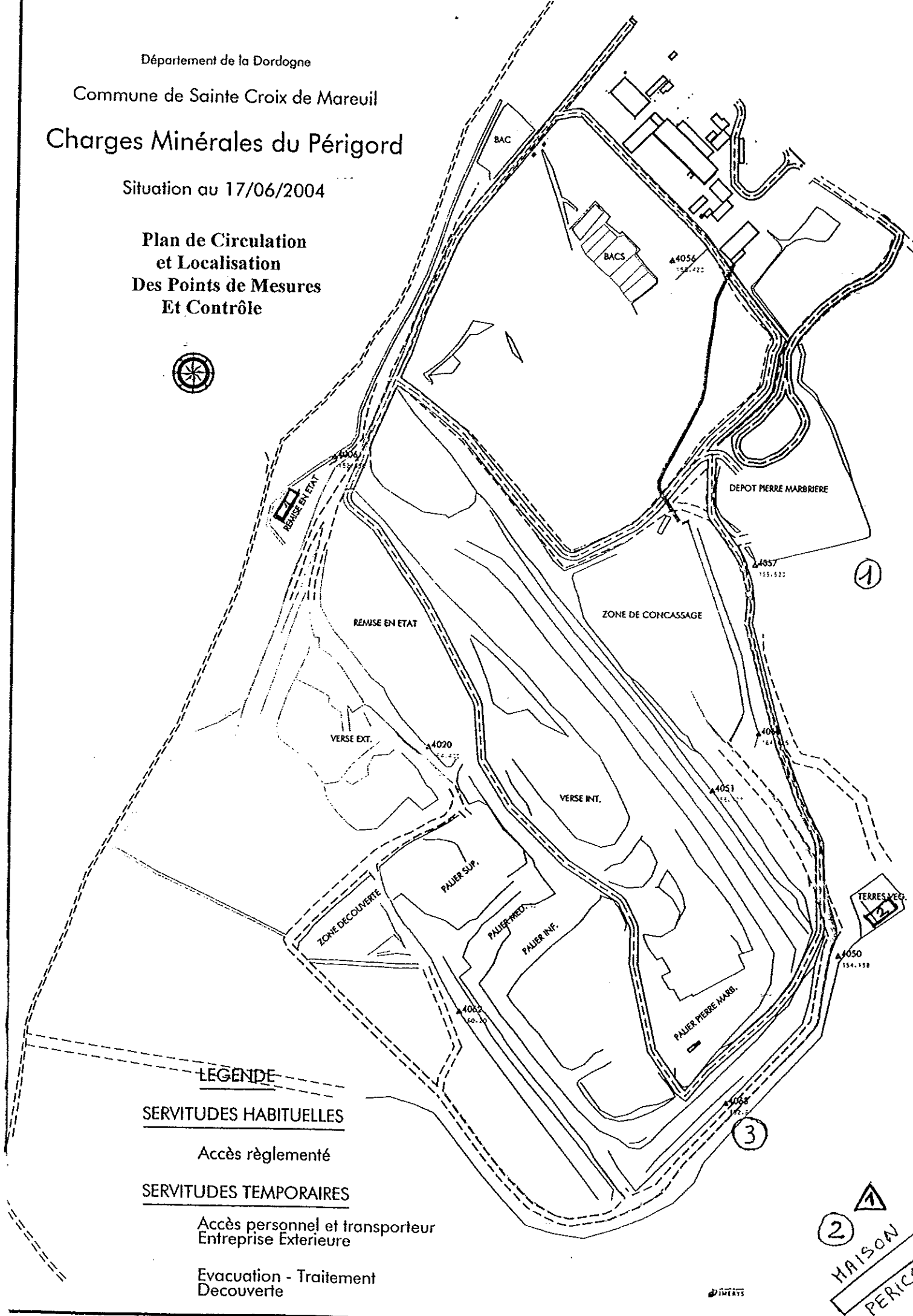
Département de la Dordogne

Commune de Sainte Croix de Mareuil

Charges Minérales du Périgord

Situation au 17/06/2004

Plan de Circulation et Localisation Des Points de Mesures Et Contrôle



LEGENDE

SERVITUDES HABITUELLES

Accès réglementé

SERVITUDES TEMPORAIRES

Accès personnel et transporteur
Entreprise Exterieure

Evacuation - Traitement
Decouverte

D'INTÉRI

①
②
③
MAISON
PERICAT

ANNEXE IV : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES CONTROLES

Société : S.N.C. Charges Minérales du Périgord

FREQUENCE DES CONTROLES

| Désignation | Contrôles périodiques (par l'exploitant) | Contrôles par un laboratoire agréé | OBSERVATIONS |
|----------------------------|---|--|---|
| Bruit | | Dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans | Les résultats des mesures sont à communiquer immédiatement à l'inspecteur des installations classées |
| Vibrations | | Quatre fois par an | Les résultats des mesures sont à communiquer immédiatement à l'inspecteur des installations classées |
| Retombées de poussières | | 2 mesures de 15 jours entre les mois de mai à octobre | Les résultats des mesures sont à communiquer immédiatement à l'inspecteur des installations classées |